LE GRAND QUOTIDIEN DE PARIS

France-soir

6ème ÉDITION

DEFENSE DE LA FRANCE . FONDE SOUS L'OCCUPATION (14 JUILLET 1941)

4e Année. — N° 341. — 2 fr. DIMANCHE 29 JUILLET 1945 100, rue Réaumur (Gut. 80-60) C

A la Haute Cour

M. BLUM élève le débat et confond Ph. PETAIN

M. Charles-Roux a fait une déposition sans utilité

Le temps aujourd'hui est orageux. Et quand, à 13 h. 20, heure consacrée, Philippe Pétain vient s'installer sur son fauteuil, il marque une certaine nervosité. Un photographe l'ayant mis en joue, il agite un doigt frémissant en signe de protestation.

Le Président. — Monsieur le Procureur général, quel témoin voulez-vous entendre ?

M. Mornet. — M. Léon Blum. M. Herriot, souffrant de rhumatismes, ne pourra être entendu qu'à une audience ultérieure.

Et M. Léon Blum s'avance vers le fauteuil qui sert de barre aux témoins.

Il s'annonce ainsi, répondant aux rituelles questions du président :

— Léon Blum, journaliste. L'accusé n'est pas à mon service et je ne suis pas au sien.

Il ajoute :

— J'ai peu connu le maréchal avant qu'il entrât dans le cabinet Doumergue. Quand je fus président du Conseil, on me parla encore de lui. Ce fut pour me signaler de sa part une opération financière qui ressemblait singulièrement à une exportation frauduleuse de capitaux. Je refusai toutefois, étant donné la personnalité du maréchal, d'engager des poursuites.

Du banc des jurés parlementaires, M. René Renoult, généralement impassible, se lève.

M. René Renoult. — Nous voudrions que vous parliez un peu plus fort.

M. Léon Blum. — Très volontiers. Je crois, d'ailleurs, que je parlerai de plus en plus fort.

Il évoque, à son tour, les journées tragiques de fin juin 1940. L'exode. La fuite à Bordeaux.

M. Léon Blum. — J'étais, ce dimanche tragique qui précéda

par **Pierre BENARD**

l'armistice, dans le cabinet de Mandel quand celui-ci me dit : « C'est ce soir, à dix heures, que le résultat décisif va être obtenu. » On m'a demandé d'agir auprès d'un de mes camarades de l'époque qui s'était laissé convaincre par les arguments de M. Chautemps.

Mais si Pétain avait formé, en définitive, le gouvernement, rien n'était encore perdu.

M. Léon Blum. — M. Chautemps m'avait promis de partir pour l'Afrique du Nord. Le maréchal Pétain avait assuré qu'il lui donnerait une délégation générale de pleins pouvoirs.

Comment compter sur la parole de Chautemps !

Hélas comment compter sur la parole de Chautemps !

Pendant deux jours, il berne tout le monde en annonçant que le départ sera pour le lendemain.

M. Léon Blum. — On nous annonça seulement que le départ, au lieu d'avoir pour cadre le port du Verdon, s'effectuerait à Port-Vendres. C'est ainsi qu'en même temps que le président Jeanneney, je pris la route. A Toulouse nous devions être arrêtés. En effet, ce jeudi, à trois heures de l'après-midi, le cabinet du maréchal annulait l'ordre du départ.

M. Léon Blum revient à Bordeaux.

Mais le 9 juillet il est à Vichy.

M. Léon Blum. — C'est là que j'ai vu des hommes que j'estimais s'altérer comme si on les avait plongés dans un bain toxique. Ils craignaient les bandes de Doriot, les troupes de Weygand, les Allemands à Moulins. C'est ce jour-là que j'ai rencontré pour la dernière fois Chautemps. Je lui ai dit : « Alors, c'est la fin de la République ? Il m'a repondu : « J'en ai peur. »

M. Léon Blum a dit tout à l'heure qu'il parlerait plus haut. Il a élevé singulièrement le débat. C'est d'une voix forte qu'il dit :

« C'est l'abus de confiance moral qui est à la base du gouvernement de Vichy. C'est ce que j'appelle la trahison. »

Pour la première fois depuis le début de ce procès, le ton se hausse jusqu'à ce qu'il aurait dû être depuis le début. Pour la première fois ce procès prend son véritable caractère.

Puis, Me Isorni, soucieux de diminuer la puissante impression que la déposition de M. Léon Blum a faite sur l'auditoire, se lève :

Me Isorni. — Vous nous avez parlé de la peur que faisaient régner sur les membres de l'Assemblée nationale, les troupes stationnées à Clermont-Ferrand. Savez-vous qui les commandait ?

1 SUITE PAGE 2

Me Isorni, penché en avant, essaye en vain de mettre le témoin, Léon Blum, en difficulté.

M. LEON BLUM
vu par Luc Vincent

M. Léon BLUM. — Quand je fus président du Conseil, on me parla encore de Pétain. Ce fut pour me signaler de sa part une opération financière qui ressemblait singulièrement à une exportation frauduleuse de capitaux...

Le mystère du Maréchal

PAR deux fois au cours de la cinquième audience de son procès, le maréchal Pétain a fait le même geste. Par deux fois il a agité la main en signe de refus.

Mais combien étaient différentes la signification et la valeur de ces mouvements presque identiques.

La première fois il s'agissait simplement d'un réflexe de mauvaise humeur contre les photographes qui braquaient leurs appareils sur l'accusé.

Mais la deuxième fois le maréchal Pétain, par son geste, niait. Il niait d'avoir prémédité pendant six ans de prendre le pouvoir, comme le supposait M. Léon Blum, qui, à deux pas du maréchal, et séparé seulement de lui par le képi lauré posé sur une petite table, le regardait fixement.

Car, seul de tous les témoins, M. Léon Blum a su rompre les

par **J. KESSEL**

indivisibles défenses derrière lesquelles s'est retranché l'accusé. Il l'a arraché à son impassibilité. Il l'a fait répondre, sinon de la voix, du moins par le geste.

Et seul, parmi tous les hommes d'Etat qui ont déposé, M. Léon Blum a su effacer les murs de la salle étroite, surpeuplée, et donner au procès son véritable cadre qui est toute la France, avec son malheur et son honneur, et toute sa mesure au crime dont est accusé le maréchal Pétain, c'est-à-dire la mesure même de sa gloire.

Cela vient de ce que M. Blum n'a point parlé en homme politique, ou en orateur. Il était porté par son inspiration simple et humaine, par une intuition de psychologue et d'artiste qui n'appartient qu'à lui.

Il y eut dans sa déposition beaucoup de hauts moments.

Ceux qui l'ont précédé pour témoigner, dans l'étroite allée qui, du fauteuil de l'accusé va, entre les travées des journalistes, jusqu'au tribunal, ont tous parlé des dispositions qui avaient été prises pour que le président de la République, les Chambres et le gouvernement du maréchal Pétain — à l'exception du maréchal lui-même — aillent de Bordeaux à Perpignan et de là en Afrique du Nord.

2 SUITE PAGE 2

L'armée américaine remet à la France 320.000 prisonniers allemands

Les Etats-Unis ont décidé de remettre à la France 320.000 de ses prisonniers allemands et 278.000 à l'Angleterre. Ils seront employés aux travaux de reconstruction. Des négociations sont en cours en vue du transfert d'autres contingents à la France.

VERS LA VERITABLE GRANDEUR

Si l'on analyse la politique réciproque de l'Angleterre et de la France, ou plutôt de leurs gouvernements, durant ces derniers mois jusqu'à ce jour, on peut constater une curieuse tendance à vouloir se passer l'un de l'autre. Le gouvernement Churchill, hier encore, poursuivait les vieux rêves impérialistes de la politique traditionnelle anglaise, comme on le vit pour la Syrie, tandis que le gouvernement de Gaulle semblait s'efforcer, par des défilés à base de matériel américain ou par des affirmations verbales, de prouver au monde que la France était plus que jamais la France toute puissante.

Et pourtant, qui donc ces gouvernements espéraient-ils tromper ? Eux-mêmes, les nations qu'ils régissent, ou les deux grandes nations américaine et russe ? Qui ne voit que la puissance anglaise est en beaucoup de points comparable à la nôtre en 1918, c'est-à-dire qu'elle vient d'exprimer son chant du cygne ? Quelle peut-être l'indépendance réelle des colonies anglaises et de son commerce, maintenant que la flotte américaine est de beaucoup la plus puissante ? L'industrie anglaise, et particulièrement sa base : le

par **Philippe VIANNAY**

charbon, sont dans une situation d'infériorité écrasante par rapport aux U. S. A. et à la Russie. Et qui ne sait que la puissance française est maintenant un souvenir ou un rêve d'avenir parce que, contrairement à ce que semble penser le gouvernement, la source première de la puissance est d'ordre économique, et que l'économie française, déjà complètement disqualifiée sur la plupart des points par rapport à l'ensemble du monde, ne se remet même pas sérieusement en route ?

La splendeur des armes, des expositions et des déclarations, les vieux modèles d'avions que l'on s'obstine gravement à construire, la prestigieuse allure des automobiles où roulent les fonctionnaires de l'armée, leurs secrétaires ou leurs favorites, trompent peut-être ceux qui brillent, mais exaspèrent le bon peuple et font sourire, comme nous jadis à propos des Italiens, les colosses russe et américain, qui savent qu'avant de paraitre, il faut d'abord être. Et être c'est d'abord produire.

Continuant cette politique d'ignorance réciproque, voulant s'efforcer d'être grand l'un sans l'autre, nos deux pays se dessécheraient chacun de leur côté et ne tarderaient pas à être absorbés l'un vers l'Est, l'autre vers l'Ouest, laissant épars et déchirés les vestiges de ce qui fut la civilisation occidentale. Et, coupés en deux par la Manche et l'Atlantique, essayant en vain de résoudre autrement que par la force les problèmes de l'Ouest européen et de la Méditerranée, les deux mondes, à bref délai, se heurteraient dans une guerre.

•

Il est pour la France, comme pour l'Angleterre, une autre voie : c'est, en se multipliant l'une par l'autre, de créer la grande puissance de l'Ouest. Telle est pour elles la véritable grandeur. Aucune des deux nations n'y devrait voir une abdication, parce que si l'Angleterre est actuellement par vitesse restante plus puissante que la France, la situation de celle-ci, du point de vue continental, est meilleure que celle de l'Angleterre.

Ceux qui veulent, tant Français qu'Anglais, conserver de façon étriquée notre passé, qui ne pensent qu'à la défense des frontières, sans comprendre qu'aujourd'hui la notion de frontière est périmée et que les véritables limites d'une nation sont désormais les limites de sa puissance économique, de son rayonnement culturel ou social, de la portée de ses courants commerciaux et de ses lignes aéronautiques, ne comprennent pas qu'une telle conception « défait » leur patrie : une vie qui se conserve, qui ne progresse plus, un effort qui cesse, une conquête qui s'arrête, c'est une réalité qui meurt et se « défait ». Au contraire, la création du monde eurafricain est pour la France, comme pour l'Angleterre, la voie de la vie, la possibilité pour elles de continuer à être.

Pourquoi rechercher la puissance demanderont des esprits honnêtes ? La grandeur de la France est autre. Elle est d'ordre spirituel. Le message de la France est d'apporter au monde, comme elle l'a toujours fait, le point de vue de l'esprit. Et ils pensent à 89 et au message de liberté. Ils oublient que lorsque la

3 SUITE PAGE 2

LE DÉBAT CONSTITUTIONNEL

L'Assemblée Consultative critique le projet du gouvernement

Le débat sur les projets constitutionnels du gouvernement s'est engagé hier après-midi à l'Assemblée consultative et a revêtu le caractère des grandes discussions parlementaires.

Sur 23 orateurs inscrits, 4 seulement ont pris la parole hier :

M. **Marcel Plaisant**, rapporteur de la Commission, proclame la nécessité de la responsabilité ministérielle et condamne le referendum-plébiscite.

Le général de **Gaulle** interrompt pour protester vigoureusement :

— **Ce gouvernement-ci, qui a relevé la République, son drapeau, ses lois et jusqu'à son nom, prend aujourd'hui, comme il en a fait la promesse et comme il en a le devoir sacré, des dispositions pour rendre la parole au peuple et dire que l'Assemblée issue du suffrage universel élira le chef du gouvernement, devant lequel le gouvernement actuel s'effacera. Et l'on ose rapprocher cette consultation du pays des plébiscites d'autrefois. Dans une discussion de ce genre, le gouvernement demande un peu d'équité.**

M. **Bonnevay**, hostile à une Assemblée unique, partisan de deux Assemblées qui se contrôlent et se freinent et qui permettent d'éviter à la fois la dictature de l'Assemblée unique et celle du gouvernement.

M. **Labrousse**, partisan de deux Assemblées.

M. **Paul Bastid**, président de la Commission, critique le projet gouvernemental qui « nous mènerait aux aventures et nous laisse le choix entre la dictature d'un homme et celle d'une Assemblée.

Le débat continue ce matin.

REVISION DES LISTES ELECTORALES

En exécution d'un décret en date du 7 juin 1945, la période des réclamations aux fins d'inscription ou de radiation sur la liste électorale s'ouvrira le 3 août 1945 pour se terminer le 17 août.

UN AVION ANGLAIS S'ÉCRASE DANS L'ISÈRE

VIENNE, 28 juillet. — Hier soir, vers 18 h. 30, alors qu'un violent orage sévissait sur la vallée du Rhône, un avion anglais s'est abattu sur le territoire de la commune de Revensin, au sud de Vienne.

Tous les occupants furent carbonisés.

Dans sa chute, l'appareil sema le courrier, qui fut recueilli par la gendarmerie. Un sac à main de femme a été trouvé.

On fait un rapprochement entre cet accident et le départ, vers 17 heures, de Grenoble, de l'appareil de Mrs Mallory, belle-fille du maréchal de l'Air Mallory.

Mrs Mallory était venue s'incliner aujourd'hui, à Rivier-d'Allemont, sur la tombe de son beau-père.

LE TELESCOPAGE DE SAINT-FONS

Un quartier soufflé par l'explosion du train de munitions

Six morts et 27 blessés ont déjà été retirés des débris du train de Saint-Etienne

LYON, 28 juillet. — Hier soir, à 20 h. 10, le train express n° 1037, parti de Lyon à 19 h. 45 en direction de Saint-Etienne, est entré en collision avec un train de munitions.

Sous le choc, une très violente explosion se produisit et les wagons du train furent projetés des rails. Un incendie se déclara aussitôt, embrasant les débris et provoquant de multiples explosions.

Les maisons de tout un quartier ont été soufflées comme par un bombardement. De nombreux habitants ont été blessés et une vingtaine d'entre eux ont été admis dans un état grave à l'hôpital Edouard-Herriot. Plusieurs centaines d'habitants de Saint-Fons sont sinistrés. L'usine à gaz de la ville a pris feu.

Parmi les sauveteurs, deux pompiers ont été blessés.

Sauvetage difficile

Le spectacle qui s'offre à la vue est lugubre. On aperçoit à la lueur de l'incendie les maisons éventrées, sans toit, sans fenêtre. Sapeurs-pompiers, membres de la défense passive et de la Croix-Rouge multiplient leurs efforts pour panser les blessés et s'efforcent de s'approcher du lieu de la catastrophe malgré les explosions incessantes.

D'après les derniers renseignements recueillis, on peut espérer que le nombre des victimes sera moins élevé qu'on ne l'avait craint tout d'abord. En effet, il se serait écoulé quelques minutes entre le moment où s'est produit le télescopage du train et celui de l'explosion.

A minuit 30, on déclare que six morts auraient été dégagés du train de voyageurs télescopé et que, d'autre part, 27 blessés ont été hospitalisés dans les hôpitaux de Lyon.

Les travaux de sauvetage continuent, mais sont toujours très dangereux.

M. Yves Farge, commissaire de la République, et M. Longchambon, préfet du Rhône, se sont rendus sur les lieux de la catastrophe.

Une tornade enlève un clocher

CAMBRAI, 28 juillet. — A la suite de la tornade qui a ravagé hier la région de Maubeuge et de Cambrai, un immeuble s'est éboulé à Feuguiès.

Le clocher de Mettignies a été enlevé par le vent et transporté à une distance de 20 mètres de l'édifice.

LE NOUVEAU CHEF DU FOREIGN OFFICE

Ernest Bevin

TRAVAILLEUR DE FORCE

AVEC Clement Attlee, nous avons le gentleman frais émoulu d'Oxford, devenu apôtre du socialisme parce qu'il avait cotoyé la plus extrême misère, celle des bas-fonds de Londres. Pour le numéro 2 du parti vainqueur des élections du 5 juillet — numéro 2 en passe, d'ailleurs, de détrôner tôt ou tard le numéo 1 — pour le numéro 2, Ernest Bevin, le cas n'est pas le même.

Avec sa figure large et joviale, sa carrure d'athlète, il n'y a pas à s'y tromper : M. Ernest Bevin, que tout le monde appelle familièrement Ernie, est un « travailleur de force ». Ce sexagénaire plein de santé, cet ancien docker, que ses amis appellent familièrement l'« éléphant », est bien un descendant authentique des solides mangeurs et buveurs de la grande tradition britannique. Nous sommes loin avec lui des esthètes efféminés de Mayfair et de Bloomsbury...

L'avocat des dockers

Ses origines plébéiennes, M. Bevin en est fier. Il rappelle bien volontiers qu'en 1900 il gagnait 6 fr. 25 par semaine en travaillant chez un paysan, à Winsford, dans le Somerset. Il se passionna très tôt pour les questions syndicales. Ayant quitté la charrue pour les bidons de lait, qu'il dépose à l'aube devant les demeures des bourgeois de Bristol, il utilise ses loisirs à s'instruire. Il rencontre aussi Ben Tillet, leader de Trade Unions, qui l'initie de plus en plus à la vie syndicale et l'élève dans la hiérarchie des organisations ouvrières.

En 1922, le voilà secrétaire de la Corporation des Transports. Il est déjà populaire dans les milieux ouvriers. Il le sera beaucoup plus quand il aura réalisé cet exploit de plaider pendant onze heures d'affilée devant un tribunal pour faire augmenter le salaire des travailleurs du port de Londres. Comme c'est l'homme des surnoms, il en ajoute un autre à sa collection : « avocat des dockers ».

C'est un rude jouteur, emporté, véhément, plein de vitalité (quel contraste avec Attlee) et qui pratique bien volontiers le contact direct avec les masses. Compétent et coriace, il a des dons remarquables de négociateur.

En 1920, il se heurte pour la première fois à Churchill. Celui-ci, alors ministre de la Guerre, est pour l'intervention en Russie. Bevin le combat. En 1926, il organise les grèves générales, et ses rencontres avec Winston, qui détient le portefeuille des Finances, sont orageuses.

L'homme qui a fait travailler sept millions de femmes

1939, la guerre... 1940, la débâcle de la France. Churchill, par un de ces coups de maître dont il a le secret, appelle son vieil et combatif adversaire à un poste de confiance, le ministère du Travail. C'est là que Bevin va faire

Cl. VEILLET-LAVALLEE.

4 SUITE PAGE 2

La rancune n'existe pas dans les élections anglaises : le brigadier général Smyth (décoré de la Victoria Cross), candidat conservateur malheureux, serre cordialement la main de son vainqueur, Ernest Bevin.

POUR LES ANGLAIS, LA POLITIQUE ELLE-MÊME EST UN SPORT !

John Bull, arbitre de la partie de cricket, au nouveau lanceur de balle : « A vous, maintenant, de montrer ce que vous savez faire ! »
(Extrait du journal conservateur *Daily Mail.*)

A LONDRES les nouveaux ministres ont prêté serment

A POTSDAM la conférence des Trois reprend aujourd'hui ses travaux avec MM. Attlee et Bevin

LONDRES, 28 juillet. — M. Clement Attlee, premier ministre, a composé son cabinet de la façon suivante :

Affaires étrangères : M. Ernest BEVIN.

Echiquier (Finances) : M. Hugh DALTON.

Commerce : Sir Stafford CRIPPS.

Lord Président du Conseil : MORRISON.

Lord chancelier : Sir William JOWITT.

Lord du Sceau privé : M. Arthur GREENWOOD.

M. Morrison, lord président du Conseil, sera également leader de la Chambre des Communes.

M. Attlee, premier ministre, est également premier lord de la Trésorerie et ministre de la Défense.

La liste a été soumise dès hier soir au roi George VI, devant lequel les ministres ont prêté serment.

(Suite en 2e page.)

L'histoire vraie de la brigade Charlemagne (1)

UN CAS TYPE :

le sous-lieutenant Pierre Albert qui, par amour de l'uniforme, devint bourreau nazi

BERLIN, .. juillet. — La brigade Charlemagne avait trois chefs :

— Le général PUAUD, commandant la brigade, sergent recruteur en chef des Waffen S. S. français, qui présentait sa bande de pillards et de tueurs comme « l'élite de la nation française » ;

— MAYOL DE LUPPE, grand aumônier de la brigade, prêtre parjure et sacrilège, qui assista sans protester à toutes les tortures et à tous les massacres ;

— BRIDOUX, commandant le 58e régiment, fils du général Bridoux, de la maison militaire de Pétain ; le père trahissait avec onction, le fils avec fureur.

Mais au-dessus d'eux il faut compter comme grands responsables du sabotage de la conscience française qui, seul, rendit possible l'odieuse activité de la brigade Charlemagne, les Doriot, les Déat, les Bucard, les Darnand, les Laval et, par-dessus tout, Pétain, qui couvrit toute cette sanglante honte de l'autorité de son nom. En couvrant de son prestige de maréchal de France, la propagande des agents de l'ennemi, Pétain a permis la lente dégradation d'esprits comme celui du sous-lieutenant Albert, SS français ; il a favorisé la constitution de la brigade Charlemagne, il a permis à des Français de massacrer d'autres Français au cœur de l'Allemagne.

J'ai dit qu'il se trouvait parmi les brutes de la brigade quelques idéalistes sincères qui, victimes plus que coupables, sont des exemples typiques de l'influence d'une propagande intense sur des esprits peu préparés à lutter contre elle. Le sous-lieutenant Albert était de ceux-là.

Né en 1922, Pierre Albert appartenait à une famille humble, mais saine. Son brave gendarme de père voulait faire de lui un officier. Après

De notre envoyé spécial
Lucien CASTET

de bonnes études secondaires, le jeune homme se présente à Navale en 1941. Il est refusé à la visite médicale. En désespoir de cause, il se résigne à Saint-Cyr. Recalé en 1942, il est stoppé dans sa préparation au concours par la suspension de l'école en novembre 1942.

Que va-t-il faire ? Le but qu'il s'est fixé, il ne peut maintenant l'atteindre. Il ne peut également y renoncer, car sa vie perdrait tout son sens. Balloté entre ces deux impossibilités majeures, il hésite.

Pendant ce temps la propagande de Vichy s'intensifie. Elle répand à flots le mensonge dans les esprits, que rien ne protège. Qui protégerait contre elle Pierre Albert ? Son père n'a jamais fait de politique. Il a toujours obéi sans chercher à comprendre. Il n'a qu'une religion, celle de la discipline. Il a donné à son fils l'amour, la superstition de l'ordre. Or, le monde nazi parait impeccablement ordonné ; Pierre Albert se laisse séduire, il entre à la Milice en février 1943. Il est envoyé d'office à l'école des cadres d'Uriage.

De la Milice aux Waffen SS

Mais il est vite dégoûté de la Milice. Ces champions français d'un ordre hitlérien sont loin d'égaler les héros hitlériens dépeints par cette bonne propagande de Vichy. Décidé à voir de près le régime qu'on lui a dépeint sous d'aussi belles couleurs, il s'engage en septembre 1943 dans les Waffen SS. français de la Brigade Charlemagne.

Il est définitivement entraîné dans le cycle infernal dont il ne pourra s'arracher. Malgré ses déceptions (car il est loin, l'ordre rêvé, les beaux équipements, la bonne nourriture et le combat enivrant) il ne recule pas. Et d'ailleurs il ne peut plus reculer. Pas de permissions, pas de contacts avec des Français, et toujours le morne horizon des camps d'instruction : la Brigade Charlemagne ne va pas au feu : on craint trop, en haut lieu, le moral de cette « formation d'élite ».

Mais s'il ne voit pas le front, il apprend à se familiariser avec l'horreur. Car on les fait travailler les SS. Français ! Ils servent tour à tour de garde-chiourmes, de chasseurs d'hommes, de convoyeurs d'esclaves. Et, au fur et à mesure que les troupes soviétiques approchent, les beaux instincts de ses camarades se font jour. On vole, on torture, on assassine avec une fureur chaque jour croissante. Et l'on tue des Français.

Albert a affirmé aux officiers du groupe Bayard qui l'interrogeait, qu'il n'avait pas pris part à ces massacres. C'est possible, mais à vérifier. Pierre Albert n'est d'ailleurs qu'un lampiste. Ceux qu'il faut frapper, ce sont les grands responsables, ceux qui ont organisé ou toléré la propagande nazie et dont l'autorité a détruit chez tant de naïfs imbéciles jusqu'au sens de l'honneur et de la Patrie.

Lucien CASTÉT.

(1) Voir « France-soir » du 28 juillet.

Copyright by France-soir A.E.P. and Lucien Castet.

UNE EXCLUSIVITÉ France-soir

Résumé des articles précédents

Engagés dans la Wehrmacht, les Waffen-SS français de la brigade Charlemagne furent utilisés comme gardes-chiourme et comme tueurs. Contre eux se dressait l'organisation Bayard, qui groupait les Français résistants prisonniers en Allemagne. Au moment de la débâcle allemande, c'est Bayard qui fit prisonnière la brigade Charlemagne.

Ce qu'on trouvait dans les poches d'un S. S. de Darnand : des billets de banque — allemands — un livret militaire, des photos de femmes et... une pochette à fleur bleue. Où la sentimentalité va-t-elle se nicher ?

LA RUSSIE interviendrait

Si le Japon rejette l'ultimatum allié

LONDRES, 28 juillet. — Selon l'agence Domei, le Japon ne tiendrait aucun compte de l'ultimatum allié. La radio de Tokio a repris cette information : « On annonce de source autorisée, a déclaré le speaker, que le Japon poursuivra la guerre jusqu'au bout, conformément à la politique qu'il s'est fixée. »

D'autre part, le bruit court avec persistance que l'intervention de la Russie en Extrême-Orient, soit par une action militaire directe ou par des voies diplomatiques, peut se produire à très bref délai. La Russie veut recouvrer Port-Arthur et aussi élever le long de ses frontières occidentales une ceinture d'Etats satellites.

PETAIN DEVANT SES JUGES

SUITE 1

De Weygand, il était permis de tout craindre

Personne ne l'ignore. C'était, en effet, le général de Lattre de Tassigny.

M. Léon Blum, souriant, riposte :

— Je sais bien ce que vous voulez me faire dire. Mais, à ce moment-là, il n'y avait qu'un chef : le général Weygand. De lui, il était permis de tout craindre.

Me Isorni. — Vous ne croyez pas que le général de Clermont-Ferrand pouvait vouloir, lui aussi, abattre la République ?

M. Léon Blum (avec malice). — Je me crois plus maintenant.

D'ailleurs, la défense n'insiste plus.

Elle préfère laisser partir M. Léon Blum.

Elle aurait même sans doute préféré qu'il ne vînt pas.

C'est maintenant au tour de M. Charles Roux de témoigner.

M. Charles-Roux à la barre

L'audience, avec lui, garde toute sa dignité.

Mais nous n'avons plus devant nous qu'un causeur mondain.

On attend qu'on passe les gâteaux secs.

M. Charles-Roux nous fait un récit fort distingué des événements diplomatiques qui se sont déroulés pendant les mois tragiques et que M. Paul Reynaud nous a déjà racontés avec plus de vivacité.

Pendant qu'il parle, Philippe Pétain est très éveillé. Non pas qu'il écoute, mais il tortille ses beaux gants entre ses doigts.

Par contre, M. René Renoult, juré parlementaire, qui a une petite tête de fantôme, s'est endormi.

Mais le maréchal Pétain est sans doute ravi d'une déposition qui endort aussi bien l'accusation.

L'audience suspendue, il s'avance vers M. Charles-Roux, souriant, en lui disant :

— Je suis très content de vous avoir entendu.

Et on se serre affectueusement la main.

Comme à Montoire.

L'audience est reprise

A la reprise, le président Mongibeaux, en termes courtois, le procureur général Mornet avec plus de vigueur, réclament du témoin au nom de la cour toute entière un peu plus de concision.

Cette adjuration n'a aucun effet sur la tranquillité diplomatique de M. Charles-Roux.

Cet homme parle comme un agenda.

Et pour lui, tous les jours ont la même importance.

Dans son compte rendu quotidien des événements, M. Charles-Roux, pourtant si précis, oublie de parler du rôle de Philippe Pétain. Par contre, il est sans pitié pour Laval.

Mais qui donc avait appelé Pierre Laval au pouvoir ?

Enfin, il définit ainsi l'atmosphère de Vichy.

M. Charles-Roux. — L'anglophobie y était la pierre de touche de la germanophilie.

Montoire

Et voici, pittoresquement résumée, l'histoire de l'entrevue de Montoire :

M. Charles-Roux. — M. Pierre Laval lui-même ne savait pas où on allait. Il le demanda à M. von Ribbentrop. Celui-ci lui indiqua : « Nous allons voir Hitler. » « Sans blague ! » répondit Laval.

Drôle de blague, tout de même, pour la France.

Quel fut le sujet de l'entrevue ?

M. Charles-Roux. — M. Dumoulin de la Barthète, avec qui j'avais de bonnes relations, m'expliqua : le chancelier Hitler dit au maréchal : l'Allemagne a gagné la guerre, aidez-moi à en raccourcir la durée.

Ce qu'Hitler, d'après le témoin, demandait c'était d'abord une aide économique.

M. Charles-Roux. — Mais c'était l'engrenage.

« Pour moi, dans ces conditions, je décidai de démissionner. Le maréchal Pétain me rendit immédiatement ma liberté. Je vis aussi M. Laval. Il me dit : « Les Anglais ne pourront jamais débarquer ». Nous étions en octobre 1940. Ce n'était déjà pas mauvais.

M. Charles-Roux a effeuillé plus rapidement qu'il ne le voulait les pages de son agenda. Il a terminé.

L'Indochine...

Me Isorni, long, mince et blanc comme un cierge de premier communiant, pose une question qu'il veut insidieuse.

Me Isorni. — On a dit que le maréchal a livré l'Indochine au Japon. Le témoin pourrait-il nous dire si le maréchal a envoyé l'amiral Decoux dans notre colonie en Extrême-Orient, ce n'est pas justement parce que le général Catroux, alors gouverneur général, était trop favorable au gouvernement nippon ?

M. Charles-Roux. — Je ne puis vous donner raison, maître. Quoi qu'il en soit, je pense qu'il aurait mieux valu laisser le gouverneur général traiter directement et sous sa responsabilité avec le Japon, plutôt que d'engager celle du gouvernement tout entier.

Le président Mongibeaux. — L'accusé a-t-il quelque chose à dire ?

Philippe Pétain (se retourne vers ses défenseurs). — Qu'est-ce qu'il faut que je dise ?

Puis, se ravisant; il déclare comme un grand garçon :

— Je suis absolument d'accord avec M. Charles-Roux.

Miracle de la diplomatie.

M. Charles-Roux s'en va satisfait. Le maréchal se retire ravi. Si les ambassadeurs mettaient autant d'habileté à éviter les guerres qu'ils en apportent à ne pas se compromettre personnellement, que la vie serait belle pour le pauvre monde !

L'audience est levée. Il est 17 h. 10.

Pierre BENARD.

Le mystère du Maréchal

SUITE 2

Mais personne n'avait fait sentir comme le fit M. Léon Blum la progression des préparatifs, la marche des péripéties et comment au dernier moment, alors que les plus hauts personnages de la République étaient déjà en route, l'ordre vint du cabinet du maréchal Pétain de tout arrêter. Ainsi la dernière chance contre le malheur était assassinée.

Le centre vivant de résistance qu'était le cabinet de Mandel, la désagrégation, la décomposition, l'anéantissement de la volonté chez les chefs militaires, les manœuvres feutrées, insidieuses de Chautemps, la douleur et la honte infligées par les termes de l'armistice, les parlementaires livrant à Vichy, le 10 juillet, le parlement aux volontés d'un vieillard despotique et nourri d'orgueil, ces parlementaires « qui s'altéraient, se corrompaient à vue d'œil comme si on les plongeait dans un acide toxique » nous avions entendu à plusieurs reprises tous ces faits, tous ces sentiments. Mais, cette fois, la substance même des événements reprenait vie et leur pathétique presque insupportable et leur affreux goût de cendre.

Et, sans que M. Blum eut besoin de le dire, on pensait invinciblement que toutes ces hontes, et celle de livrer les proscrits réfugiés en terre d'asile française et tant d'autres, l'homme aux manches étoilées, assis dans son vaste fauteuil, les avait acceptées et signées. Cependant le maréchal Pétain ne manifestait aucun sentiment. Et, jusqu'à la fin de la déposition de M. Blum, il en fut de même. Et lorsque M. Blum s'écria :

« Il ne s'agit pas pour le maréchal Pétain d'avoir trahi la République ou les devoirs de sa charge, ou les intérêts de la France, tout cela est encore équivoque. Je dis que le maréchal Pétain a malheureusement abusé par son passé, sa stature, son visage, de la confiance du peuple aux abois. Et cela c'est la trahison. »

Même alors le maréchal Pétain ne bougea pas.

Mais c'est après la déposition qu'eurent lieu les deux incidents les plus dramatiques.

M. Léon Blum ayant dit qu'il ne partageait pas l'admiration que M. Daladier avait montrée pour les juges de Riom parce qu'ils avaient prêté serment de fidélité au maréchal Pétain, le procureur général Mornet — qui, lui, n'a pas eu à prêter serment — essaya de défendre la magistrature.

— J'irai jusqu'au bout de ma pensée, dit M. Léon Blum.

Et il reprit sa respiration et regarda le tribunal bien en face. Les juges ne montraient rien sur leurs visages fermés. Seul, le premier président Mongibeaux, sa barbe blanche écrasée sur le poing contre lequel il appuyait son menton, et la tête tendue en avant, souffrait visiblement. Son col d'hermine blanche semblait lourd à ses épaules. Le sang s'était retiré de ses joues, et ses traits, à l'ordinaire pleins de finesse et d'aménité, étaient crispés et serrés comme s'ils avaient été pris dans un étau.

— Je trouve indigne le serment politique, reprit M. Léon Blum. Et si l'on m'objecte qu'une démission en masse eut privé la France de justice, je répondrai : il eût mieux valu n'avoir pas de justice du tout qu'une justice au service de l'ennemi !

Ce fut après cela que le bâtonnier Payen demanda à M. Léon Blum d'expliquer la conduite du maréchal Pétain.

— Il y a un mystère du maréchal, dit pensivement M. Léon Blum.

Il s'était tourné vers l'accusé et le considérait avec une attention intense. Le maréchal Pétain, lui aussi, contemplait M. Léon Blum fixement. Les deux hommes étaient si près que l'un d'eux n'aurait eu qu'à étendre le bras pour toucher l'autre.

— Puisque nous parlons d'hypothèses, dit M. Léon Blum, je vous ferai part de la première qui me vient à l'esprit.

Sans remuer d'une ligne, mais le visage raidi par un effort violent de concentration, le maréchal Pétain écoutait, écoutait.

— Je me demande, dit M. Léon Blum, s'il n'y a pas eu préméditation.

Et à ce moment le maréchal nia du geste que j'ai rapporté déjà.

J. KESSEL.

BEVIN

l'homme qui a fait travailler sept millions de femmes

SUITE 4

son ascension politique prodigieuse. Ouvrier lui-même, aimé des ouvriers qui ont la plus entière confiance en lui, il organise l'industrie de guerre britannique. Grâce aux mesures révolutionnaires qu'il adopte, la production va sans cesse croissant. Pour Bevin, les travailleurs décuplent leurs efforts. Il frappe les usines inutiles à la défense nationale, envoie les jeunes gens de famille, les « Bevin boys » dans le fond des mines, mobilise 7 millions de femmes. Les usines tournent au maximum. L'Angleterre traverse la crise, frappe des coups de plus en plus forts.., et gagne la guerre.

Le dernier décret qu'il signe avant d'aller remettre sa démission au roi est la première atténuation aux règles énergiques qu'il avait pu, seul, faire accepter.

Au récent congrès de Blackpool, il a exposé le programme de politique extérieure du parti et, par là, a posé incontestablement sa candidature à ce Foreign Office, qu'on lui confie aujourd'hui.

Ses discours électoraux, qui furent une série de coups de boutoir contre les conservateurs et le grand patronat, ont certainement plus fait pour « déboulonner » Churchill que toutes les autres interventions des leaders travaillistes.

« Notre tâche, nous a-t-il dit récemment, doit être de reconnaître que nous sommes au début de l'ère de l'homme de la rue. »

ATTLEE est attendu aujourd'hui à Potsdam

(Suite de la 1re page.)

On constate dans tout cela une grande hâte, inhabituelle dans les affaires politiques britanniques. Mais c'est que le temps presse. La Conférence de Potsdam n'a été que suspendue pour l'annonce des résultats du scrutin du 5 juillet; le président Truman et le généralissime Staline ne peuvent être laissés longtemps seuls à attendre leur interlocuteur britannique.

C'est pourquoi M. Attlee, flanqué de M. Bevin, a repris dès aujourd'hui l'avion pour Potsdam. Il est accompagné également du Brigadier général Ismay, qui était auprès de M. Churchill au début de la Conférence, et peut-être de M. Eden en qualité de conseiller. Mais il est virtuellement certain que M. Churchill ne fait pas partie du voyage.

La présence de M. Attlee assurera aux débats de Potsdam une certaine « continuité ». Par ailleurs, M. Bevin n'a pas dissimulé son intention de ne pas modifier les grandes lignes de la politique étrangère britannique. Il n'y en aura pas moins une certaine mise au point à faire qui risque de prolonger quelque peu les travaux de la Conférence.

Les tendances politiques du Labour Party

Le choix de M. Bevin comme chef du Foreign Office est d'ailleurs accueilli avec beaucoup de faveur à Londres. On reconnaît généralement que personne dans le parti travailliste n'était plus versé que lui dans les questions de politique étrangère.

« On peut s'attendre, note à ce sujet le rédacteur diplomatique de l'agence Reuter, que certains compromis de la politique du ministère de coalition de M. Churchill n'auront plus cours avec le ministère travailliste. Le cabinet de coalition avait notamment toujours toléré le gouvernement du général Franco et n'avait pas su soutenir les républicains espagnols en exil. D'autre part, il est à peu près certain que le nouveau ministère adoptera une attitude bien nette devant les mouvements de droite en Grèce. L'existence de ce gouvernement, continue le rédacteur, ne va pas manquer de décontenancer la propagande monarchiste dans ce pays, de même qu'elle encouragera les partis sociaux-démocrates du continent européen qui, aujourd'hui, manœuvrent avec peine entre le communisme et un fascisme latent. »

Les élections anglaises et la France

VERS LA VÉRITABLE GRANDEUR

SUITE 3

France était foyer de culture, elle était aussi puissante. Ils ne se rendent pas compte que leur attitude est, en réalité, un adieu à la vie pour leur patrie. Ces bons esprits, soit frappés de stupeur devant notre décadence dont ils mesurent mal les causes et les remèdes, soit justement excédés par la politique à la Déroulède préconisée par quelques-uns, politique curieusement mêlée de coupletS à la Pétain sur la France éternelle, ne voient plus à la France en ce monde qu'un rôle de donneur d'idées. Ils ne semblent pas saisir que la pensée sans la vie n'est plus, puisque la pensée est d'abord réflexion sur la vie. La France aurait tôt fait en ce rôle de se consumer elle-même. Et l'Angleterre ne serait plus que traditions rigides d'où s'évanouirait la vie.

La France et l'Angleterre ont devant elles un destin : créer un monde de nouveau. Autour d'elles les nations de l'Ouest européen, autour de leurs Empires l'Afrique entière et la Méditerranée, formeraient un tout harmonieux, tandis que l'Allemagne de l'ouest serait vite absorbée et attirée dans une telle synthèse.

Ce monde nouveau possédant une puissance économique considérable, condition de toute politique libre et de toute prospérité, serait la base nécessaire du foyer de la civilisation occidentale qu'une nation isolée en Europe ne peut plus désormais supporter. Ce monde serait aussi l'intermédiaire naturel entre la Russie et l'Amérique qu'il saurait dans une audacieuse politique intéresser à lui par des liens commerciaux et culturels profonds, sachant qu'il n'est pire attitude entre les peuples que l'isolationnisme et la fermeture des frontières.

Une telle œuvre est digne des hommes qui, fils d'une France hier encore rayonnante, ou descendants de ceux qui créèrent l'Angleterre à travers le monde entier, ont su sauver leur vieille terre, volontaires surgis du sol ou pilotes de la Royal Air Force, croisés à la croix de Lorraine ou sportifs des commandos de l'armée de sa Majesté.

Il faut sans plus tarder jeter les bases de l'union Franco-anglaise que les jeunes forces de ces deux pays transformeront un jour prochain en une nation nouvelle. La première démarche à faire est d'harmoniser nos politiques économiques, depuis Londres et Paris jusqu'à l'Elbe en sachant que le Rhin est la voie par où doit passer la production d'un des deux plus puissants combinats du monde : le charbon de la Ruhr et de la Sarre avec le fer de Lorraine. Il faut proposer à la Belgique et à la Hollande, quelques puissent être les contre-coups passagers que subiront nos industries inadaptées, de se définir par rapport à une telle politique. Il faut établir un plan de production commun. Que les industriels, que les responsables des syndicats des deux pays, se mettent à l'œuvre sans attendre même les accords officiels. Il appartient ici à la France de montrer la route.

Ainsi sera ouverte la voie de la véritable grandeur : la puissance, la production au service de l'homme.

Ph. VIANNAY.

Petits Echos d'un Grand Procès

M. ARMAND CAZEL, *ministre plénipotentiaire, qui fut le conseiller du maréchal Pétain en Espagne, de mars à novembre 1939, était un témoin à charge.*

A charge réduite.

Dès qu'il eut terminé sa déposition qui fut moins accablante que la température ambiante, l'audience fut levée.

L'accusé qui sort le premier de la salle passa devant M. Armand Gazel, s'arrêta un instant et lui dit de sa voix chevrotante, immortalisée par ses messages à l'eau de rose et de Vichy réunis :

— Alors, vous n'avez pas gardé un bon souvenir de moi en Espagne ?

— Pas spécialement, *répondit le témoin*, j'ai seulement dit tout le bien et tout le mal que je pensais de vous.

— Ah! oui, tout le bien et tout le mal...

Et Pétain, sans conclure, comme d'habitude, regagna indifférent son appartement.

Le fait que Pétain ait posé cette question prouve deux choses.

D'abord, qu'il entend bien qaand il veut. Ensuite, qu'il oublie facilement, en véritable chrétien, le mal... qu'il a fait aux autres.

M. Armand Gazel a été, en effet, renvoyé de son poste de ministre plénipotentiaire à Madrid par le maréchal Pétain en 1939, puis révoqué en 1942 par le même maréchal.

Pétain aurait logiquement dû penser qu'il était difficile à M. Armand Gazel de lui délivrer un certificat de « bon employeur ».

M. JULES JEANNENEY n'a jamais été très espiègle.

Les hautes fonctions qu'il a successivement occupées dans toutes les branches de la politique depuis un demi-siècle, l'ont mûri avant le grand âge.

A l'audience, il avait droit au fauteuil, pendant sa déposition, en tant qu'ancien président du Sénat et il en usa.

Lorsqu'il déclina son identité et annonça 81 *ans*, Pétain — qui, une fois de plus, avait parfaitement entendu — murmura : « *Mais il est très jeune* ».

Tout est relatif.

Le maréchal a trois avocats.

C'est beaucoup pour un innocent.

C'est insuffisant pour un coupable.

On s'est souvent demandé pourquoi l'accusé avait choisi comme premier défenseur le bâtonnier Payen.

Tous les deux sont des gloires du passé.

Pétain fut un grand général.

Payen fut un grand avocat.

Tout s'explique.

Il est faux de dire que le public n'est pas admis à suivre les audiences du procès Pétain.

Chaque jour, les vingt premières personnes qui ont eu le courage et la patience de faire queue peuvent pénétrer dans la salle.

Après avoir été « palpées » comme il se doit pour éviter tout incident ou accident.

On distingue, parmi ces vingt spectateurs, les habitués des chambres correctionnelles, mi-clochards, mi-petits retraités, et des « dames », des vraies du boulevard Saint-Germain, avec leurs vieux bijoux de famille et leur face-à-main en bandoulière.

Ce public est très mélangé, mais, minute... il ne se mélange pas...

Robert CHARCOT.

France-soir COURSES France-soir

HIER A ENGHIEN

1re COURSE. — 1. **Tussor de la Siette** (A. Choisselet), gag. 16, pl. 13 ; 2. Tamerville (H. Chrétien), pl. 21 ; 2. Trésorerie D (M. Dumontier), pl. 15.

2e COURSE. — 1. **Ulispiegel** (J. Jansen), gag. 30, pl. 13 ; 2. Urbise II (R.-C. Simonard), pl. 12.

3e COURSE. — 1. **Ribécourt** (Al. Libeer), gag. 24, pl. 14 ; 2. Roi Albert D (A. Morel), pl. 14.

4e COURSE. — 1. **Talisman VI** (M. Gougeon), gag. 117, pl. 14 ; 2. Totiron (C. Bégou), pl. 11 ; 3. Toi Bégonia (P. Laisis), pl. 12.

5e COURSE. — 1. **Upsala II** (A. Choisselet), gag. 90, pl. 37 ; 2. Unshyre (Al. Libeer), pl. 70.

6e COURSE. — 1. **Quarnero II** (G. Bottoni), gag. 57, pl. 21 ; 2. Quineville (C. Verzèle), pl. 55 ; 3. Quimi K (M. Busset), pl. 64.

7e COURSE. — 1. **Soucl** (A. Sourroubille), gag. 42, pl. 20 ; 2. Rodomontade (P. Viel), pl. 23 ; 3. Rédacteur (R. Boudeau), pl. 205.

DECOUPEZ CE BON

et envoyez-le à France-soir, SERVICE DES RENSEIGNEMENTS, 100, rue Réaumur, Paris, avec un timbre pour la réponse, si vous voulez recevoir GRATUITEMENT un renseignement ou une consultation juridique. (Ecrire au bas de votre question, TRÈS LISIBLEMENT, votre nom et votre adresse.)

BOURSE DE PARIS

VENDREDI 27 JUILLET

Revirement complet de la tendance. Sauf aux rentes françaises, qui sont en légers progrès, on relève de nombreux et notables reculs.

VALEURS	Cours précéd.	Cours du jour	VALEURS	Cours précéd.	Cours du jour
3 %	99 80	99 90	Rhône-Poulenc	2.650	2 490
3 % Amortissable	99 20	99 40	Saint-Gobain	4 800	4.450
3 % 1945 Amort.	100 35	100 45	Port du Rosario	16 400	15 500
5 % 1920	148 15	148 45	Quinine	22.500	20 950
3 1/2 % 1942	104 10	104 10	Gaz Lebon	3 000	3 145
3 % 1942	99 25	99 25	Pont-a-Mousson	5.750	5.500
Banque de France	23 700	23.000	Lyonnaise Eaux	1 390	
Banque de Paris	1.460	1.325	Transatlantique	272	260
Crédit Lyonnais	1 775	1.700	Charb. Tonkin	4 650	4 400
Suez	43.000	40.500	Mokta-el-Hadid	11 700	11 500
— civile	13.900	12 500	Dist. Indochine	870	890
Métro	1 200	1 150	Say	1.010	1 000
Shanghaï	1.255	1.200	Sucr. Coloniales	1.340	1 290
C. P. D. E.	1.386	1.351	Poliet et Chauss.	4 430	4 200
Cie Gle d'Electric	3.090	2.930	Hévéas	870	
Thomson	635	610	Canadian Pacific	1.220	1 150
Forges Nord-Est	1 195	1.125	Central Mining	7 400	13 000
Courrières	500	465	Geduld	2 275	
Lens	605	580	Rio Tinto	4 300	4 150
Nickel	2.850	2.700	Azote	4 000	3 800
Penarroya	955	925	Royal Dutch	13.900	12.800
Fse des Pétroles	2.255	2.100	H. V. A.	96 000	97 500
Gafsa	3.000	2 875	Nestlé	37 000	38 200
Air Liquide	2.370	2 200	De Beers	5 200	4 900
Unine	2.600	2 415	— préf.	5 600	5 350
Kuhlmann	1.825	1 760	Shell	1 575	1 450
Péchiney	2.325	2.120	U. M. Ht-Katanga		

France-soir 6e ÉDITION Sports 6e ÉDITION France-soir

Camellini affronte dans les Pyrénées le tandem Gianello-Vietto

(De notre envoyé spécial A. BAKER d'ISY)

BAYONNE, 28 juillet (par téléphone). — Avec le Critérium du Sud-Ouest qu'organise demain « La République » de Toulouse, les routiers aborderont la vraie montagne. Non pas que nous négligeons les cols auvergnats où Gianello est sorti vainqueur. Pas davantage nous ne comparerons le Portet d'Aspet, qui sera la seule difficulté de la course pyrénéenne, au Galibier qui figure au « menu » du dimanche suivant.

Mais ce col verdoyant comporte, surtout dans sa première partie, des rampes au fort pourcentage qui doivent opérer une sélection sérieuse: nous aurons, en haut, un premier classement des grimpeurs.

Ce ne sera, d'ailleurs, pas celui de l'arrivée, car celle-ci, éloignée encore de 177 kilomètres, pourrait bien voir un « rouleur » revenir de loin et l'emporter...

Gianello au col

Compétition très internationale, ce Critérium du Sud-Ouest, verra trois Belges, et des meilleurs, de ceux qui auraient été sélectionnés pour le Tour de France, affronter les grimpeurs français et les Italiens de France. Vlaemynck, de Simpelaere et Schotte devraient être « barrées » dans la montagne par Gianello, que ses récents succès ont mis en vedette.

Malgré leur réconciliation, Vietto et Gianello restent des rivaux de la montagne :

« Dire que j'ai appris à Dante la manière de descendre les cols, soupire Vietto. Je lui ai donné des armes pour me battre. »

Mais ils peuvent revenir à la faveur des longues lignes droites qui relient Foix et Toulouse.

Là où il échoua voilà 15 jours, Vlaemynck peut réussir... pour peu qu'il soit secondé dans la chasse.

Avec son premier prix de 20.000 francs, le Critérium du Sud-Ouest sera l'une des courses les mieux dotées de la saison.

Lutte d'équipe

Mais quel sera le groupe de tête en haut du Portet ? Seront-ils nombreux avec Gianello ? Il doit y avoir une bagarre sérieuse entre celui-ci et Camellini.

Et comme l'équipe stéphanoise comporte encore Goasmat et Cogan, il faut s'attendre à une lutte sévère entre elle et l'équipe toulousaine.

De cette rivalité d'équipe peut-il sortir un vainqueur inattendu ? Certes. Et nous pensons surtout à André Brulé, qui a déjà réussi son « coup » à Montluçon, mais sur qui on ne peut raisonnablement pas compter.

Camellini, qui est toujours en tête d'un classement général pour 1945, doit se méfier de Gianello, que ses récents succès ont singulièrement rapproché.

Et que fera Caffi qui, après une assez longue éclipse, semble avoir repris la route avec plus de conviction ?

Richement dotée, disputée sur un parcours qui laisse leur chance aux rouleurs contre les grimpeurs, la course de la « République » s'annonce extrêmement ouverte.

Notre favori : VLAEMYNCK.

Carrara contre tous

Le « Critérium des Cominghmen », qui sera couru cet après-midi autour de l'hippodrome de Longchamp, réunira les meilleurs amateurs parisiens.

Cette épreuve, patronnée par « Libération », sera disputée sur 100 kilomètres, soit 27 tours et demi. Carrara, en excellente condition, doit ajouter une nouxelle victoire à son palmarès.

Néanmoins, il devra compter avec les Guegen, Képes, Lefloch, Manger, Schlaffe, etc...

Dolhats... libéré

BAYONNE, 28 juillet. — Aujourd'hui, parmi les toilettes claires des estivants, on pouvait voir un groupe de Basques aux larges épaules et aux bras musclés. Le plus frêle était Albert Dolhats, le jeune routier dont on connaît les moyens athlétiques, les autres étaient ses frères, rentrés récemment de captivité.

« Comme nous sommes une famille de dix enfants, nous dit Albert, je devais l'an dernier m'occuper de la ferme familiale. Maintenant, je peux songer plus sérieusement au vélo. »

En somme, Dolhats a été « libéré », lui aussi par la libération de ses frères... — B. d'I.

Comme devant Churchill

Urruty et son frère battus !

SAINT-JEAN-DE-LUZ, 28 juillet (par téléphone). — Au fronton de la jolie station basque, s'est déroulée hier après-midi l'une des plus belles parties que l'on puisse mettre sur pied. A l'équipe formée par Jean Urruty et son frère, étaient opposés Lemoine, joueur d'une sûreté extraordinaire, et Boudon, l'athlétique rugbyman de l'Aviron Bayonnais. Malgré la classe de Jean Urruty qui regagna 4 points magnifiques en fin de partie, l'équipe fraternelle fut battue par 50 points à 47.

— Nous avons obtenu exactement le même résultat lorsque nous avons joué devant M. Churchill, nous dit Boudon. Mais ce jour-là, il n'y avait que 50 spectateurs ! »

VALMY-FOUSSARD pour la seconde journée des championnats de France à Bordeaux

(De notre envoyé spécial Gaston MEYER)

BORDEAUX, 28 juillet. — Seconde et décisive journée des championnats de France demain.

Elle s'annonce fort intéressante car si certaines épreuves n'apparaissent pas très ouvertes, d'autres, par contre, seront fort indécises. Voyons cela de plus près :

100 mètres. — Duel Foussard-Valmy (très disputé... à moins que le Lyonnais ne se ressente de son léger accident de Berne.

200 mètres. — Revanche de la course précédente... et du 200 mètres de Jean-Bouin, au cours duquel Valmy abandonna. Sur 100 comme sur 200 les autres s'entrebattent.

400 mètres. — Sigonney aura fort à faire pour vaincre Vivès. Je ne pense pas que Marcillac soit suffisamment au point pour inquiéter les deux pucistes. Dommage que la F.F.A. n'ait pas songé à sélectionner Zonca, de Saint-Claude, dont on dit grand bien. Outsider très sérieux : **Immele, qui vient de courir 50"1/10.**

800 mètres. — Hansenne, même fatigué, doit logiquement gagner. Outsider : Chefdhotel, qui aura à faire à Chypre et à Biny, car Dacheux et Gauvin, malades, s'abstiendront.

5.000 mètres. — Pujazon ne saurait être inquiété, mais la seconde place pourrait être fort disputée entre Battaglia (s'il court), Capelle, voire éventuellement Rochard. Mais la chaleur peut complètement fausser l'épreuve.

110 mètres haies. — Un grand favori : Maignan, avec deux adversaires à sa taille : Richard et Onnès.

400 mètres haies. — Cros doit gagner nettement en dépit de la bonne forme de Joye que viseront spécialement Maboubier et Sapin.

Hauteur. — Lapointe, vainqueur devant Audony (ou Abrico).

Longueur. — Catastrophe dans cette épreuve, car Balezo et Bremon, claqués ; Bour, en mauvaise forme, ne briguent pas le titre qui pourrait, une fois de plus, revenir à Joanblancq.

Perche. — Sauf accident, Breitman devrait prendre sa revanche sur Bouvet. Outsider : Crépin.

Poids. — Si Fabre est en forme, même quelconque, il doit gagner malgré Balezo et le Toulousain Ferrien, confirmation possible.

Disque. — Wittevronghel doit atteindre et peut-être dépasser 46 mètres. Beau concours dans l'ensemble.

Javelot. — Tissot doit devancer Sprecher et peut-être atteindre 60 mètres.

4×400 mètres. — Le P.U.C. est ici trop supérieur pour qu'on puisse douter de son succès.

Gaston MEYER.

AU SPRINT

◆ **Le 10 août, à Genève, une sélection française rencontrera une équipe de boxeurs amateurs suisses.**

◆ **Gilbert Rouet, de la F.F.B., renversé par un camion, a rejoint son domicile.**

Et si le Racing battait un record de France...?

CERTES, la section de natation du Racing a su grouper autour d'elle quelques-uns des meilleurs nageurs français.

Il ne fait aucun doute que l'attrait de la piscine de la Croix-Catelan est pour beaucoup dans la préférence que manifestent les nageurs de classe à s'inscrire au club « bleu et blanc ».

Mais, d'autre part, de « recrutement » régulier — **quel est le club qui n'en a jamais fait ?** — n'empêche pas le Racing d'instruire des jeunes capables de remplacer dans l'avenir les anciens.

L'autre dimanche, au cours des championnats de Paris, le Racing s'est déjà distingué. Mais demain, aux Tourelles, on peut affirmer qu'il sera encore le grand triomphateur de la journée.

Que diriez-vous si l'équipe de relais 10×100 m. battait un record de France ? C'est fort possible. Nous avons déjà fait nos calculs et, pour notre part, nous ne serons pas étonné si le record du C.N.P. établi aux Tourelles en 1937 est amélioré.

Voici un tableau suggestif :

Hatot, 1' 3" ; Cecccini, 1' 5" ; Kovacs, 1' 3" ; Taleb, 1' 7" ; Mayoli, 1' 5" ; Vivès, 1' 7" ; Stébé, 1' 7" ; Foucher-Crétenet, 1' 9" ; Gressenhoffer, 1' 10" ; De Philippe, 1' 11".

Au total, nous pouvons compter sur un temps de 11' 9", alors que le record est de 11'13"2/10.

André BIBAL.

Il faudra encore compter avec SÈTE cette saison

(De notre correspondant Marc BEN)

SETE, 28 juillet. — Les vacances des Dauphins n'auront pas été de longue durée. Dès le milieu de la semaine prochaine, anciens et nouveaux feront connaissance à l'occasion du premier galop d'entraînement qui est prévu sur le terrain annexe des Métairies.

Le 19, la nouvelle formation maritime se produira au village voisin de Marseillan à l'occasion de la fête locale. Puis, premiers matches officiels à Lens, Bordeaux, Rennes et le stade municipal n'étant pas estimé jouable avant le 16 septembre. Ce jour-là, le R. C. Paris en fera l'ouverture.

L'équipe n'est pas encore définitivement constituée. De nouveaux éléments pourront venir la renforcer dans ces dernières heures. Toutefois, nous pouvons annoncer que, malgré les départs de Labacci, Kukowitch, les dirigeants n'auront que l'embarras du choix.

Dans les buts, Iakoski et Palumbo; en arrières, Franqués, Mercier, Frill, Bessat, un jeune d'Uzès qui ne demande qu'à être lancé; en demis, les anciens Tomazover, Mautner, Laurent, Chinarillo, le nouveau Momberta (Château-Gombert) dont on dit le plus grand bien, et Robisco qui, après une saison d'inaction, revient à ses anciennes amours. En avants : Couffi, transfuge de Lens, Bistro, ex-Girondin de Bordeaux récemment rentré de captivité, Koranyi, Danzélle, Miramond, Pichel, Wadelle. Une seule ombre au tableau : la longue maladie de Jouve, le gigantesque portier Iakoski, lequel, atteint de fièvre typhoïde, garde la chambre depuis deux mois et devra prendre un long repos avant de reparaître devant sa « cage ».

◆ **Hier, à Lille, les Français du Nord ont battu les Etrangers par 5 buts à 1.**

◆ **Bihel, en vacances au Havre, a télégraphié à son ami François Bourbotte qu'il viendrait spécialement à Lille pour son « festival ».**

Ouverture précoce et festival Bourbotte

Dernier dimanche de juillet.

Premier dimanche de football.

Un peu partout, la saison s'ouvrira demain.. Alors que celle qui vient de se terminer paraît encore bien proche !

Il est à souhaiter que l'année de football qui commence saura mieux se limiter.

Le match le plus important de la journée se déroulera à Lille, où François Bourbotte aura son festival.

C'est un grand joueur et un honnête homme qui recevra demain à Lille les marques de sympathie de ses coéquipiers, ses adversaires, ses dirigeants et ses amis.

Pour tous ceux qui le connaissent, François Bourbotte représente quelque chose.

Souhaitons-lui plein succès. Il le mérite.

Jean ESKENAZI.

Grave affaire D'EMPOISONNEMENT à Genève

GENEVE, 28 juillet. — Trois personnes viennent d'être empoisonnées à Genève. Deux sont mortes, Mme Leila Popesco et la femme de chambre de celle-ci, Mlle Mory. M. Popesco, directeur du journal roumain « Universel », a été gravement intoxiqué. On a arrêté Maria Popesco, belle-fille de M. Popesco, et un étudiant roumain.

Grève de marchands de légumes

ROUBAIX, 28 juillet. — Les marchands de fruits et de légumes ont décidé de faire grève mardi, sauf en ce qui concerne les pommes de terre.

Une trafiquante de tissus est assassinée

Les mains liées derrière le dos, tuée d'une balle de revolver derrière l'oreille gauche, une passementière, Mme Lina Charpentier 58 ans, a été trouvée dans son appartement, 8, rue du Général-Balfourier.

Mme Charpentier se livrait au trafic clandestin de marchandises contingentées; notamment en tissus. Aucun vol n'ayant été commis dans l'appartement, il semble s'agir d'un règlement de compte.

DE FAUX POLICIERS opèrent rue du Temple

M. Duchez, directeur du casino de Saint-Malo, demeurant 203, rue du Temple, a été, hier soir, à 17 h. 30, la victime de trois faux policiers qui, après l'avoir assommé, bâillonné, ligoté et s'être emparé de 160.000 francs d'argent et de bijoux, s'enfuirent dans une auto qui les attendait à la porte de l'immeuble.

La victime, dont l'état est grave, a été transportée à l'hôpital Saint-Louis.

Les cheminots de la région Ouest tiennent leur Congrès

PARIS, 28 juillet. — Deux cent vingt délégués, représentant 187 syndicats et 58.000 adhérents des Cheminots de la région ouest, ont ouvert les travaux de leur premier congrès depuis la libération. Le rapport moral et d'activité de 1939 à 1945 a été exposé et largement discuté par les délégués. Les travaux se poursuivront demain. Le rapport des tâches à venir et le compte rendu des commissions techniques sont à l'ordre du jour. (A. F. P.)

Carnet de France-soir

NECROLOGIES

Mme Jean Worms, ses fils Michel, Jean-Pierre, Jean-Manuel, Mme Marcelle Pierre Worms, M. et Mme Jacno, et notre collaborateur, le capitaine Roger Stéphane, Croix de guerre 1945, médaille de la Résistance, ont la douleur de faire part de la mort de Jean WORMS (de Verrieux dans la Résistance), leur mari, père, fils et frère, déporté politique, fusillé à Fleussenbourg, le 29 mars 1945, à l'âge de 36 ans.

— Au camp de concentration de Bergen-Belsen (Allemagne), où il avait été en captivité pendant un an, est mort de misère physique quelque temps après avoir été libéré, notre confrère Charles BUCHET, rédacteur en chef de l' « Eclaireur de Nice et du Sud-